FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 48.060/2
DU 28 AVRIL 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 31 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant le PJPol en matière de dispenses des épreuves de sélection dans le cadre du recrutement externe pour les services de police", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet d'arrêté royal à l'examen et le projet d'arrêté ministériel modifiant l'AEPol en matière de dispenses des épreuves de sélection dans le cadre du recrutement externe pour les services de police, au sujet duquel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 48.061/2, modifient ou exécutent notamment certains alinéas des articles IV.I.29 et IV.I.54 du PJPol. Ces mêmes dispositions ont fait l'objet, le 2 février 2010, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instaurant des dispenses complémentaires à l'épreuve d'aptitudes cognitives dans le cadre du recrutement externe pour les services de police".

La section de législation a donné, le 1er mars 2010, l'avis 47.803/2 sur ce dernier projet. Les dispositions à l'examen intègrent les modifications prévues.

C'est sous réserve de l'adoption de ce dernier projet que les observations particulières seront développées.

Observations particulières

Dispositif

Articles 2 et 5

L'article 2 du projet a pour objet d'insérer dans le PJPol un nouvel article IV.I.29*bis* accordant les dispenses visées à l'article IV.I.29 (1) au "candidat qui est porteur d'un certificat délivré suite à l'examen linguistique visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966" dans le cadre d'une procédure de sélection qui est organisée soit dans un autre régime linguistique que celui dans lequel la précédente procédure de sélection a été présentée (article IV.I.29*bis*, alinéa 1er, en projet), soit dans une autre langue que celle dans laquelle le diplôme a été obtenu (article IV.I.29*bis*, alinéa 2, en projet).

---

(1) Selon le cas, il s'agit des dispenses pour les épreuves prévues pour la sélection du personnel du cadre opérationnel à l'article IV.I.15, alinéa 1er, c'est-à-dire : 1/ l'épreuve permettant d'évaluer les aptitudes cognitives nécessaires; 2/ l'épreuve de personnalité sur base de techniques de sélection adaptées à la fonction; 3/ l'épreuve d'aptitude physique et médicale avec évaluation des deux composantes dans la perspective de la fonction; 4/ l'entretien de sélection devant la commission de sélection concernée, qui évalue les compétences précisées dans le règlement de sélection par le directeur de la direction du recrutement et de la sélection, parmi une liste fixée par le ministre.

L'article 5 du projet a le même objectif d'insérer dans le PJPol un nouvel article IV.I.54*bis* en vue d'accorder les dispenses visées à l'article IV.I.54 [(2)] au porteur de ce même certificat dans des conditions similaires (article IV.I.54*bis*, alinéas 1er et 2).

Il résulte des articles 21, § 1er, alinéa 1er, et 43, § 4, alinéa 1er, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, que le candidat doit présenter l'examen d'admission soit en français soit en néerlandais. En outre, les examens d'admission et de promotion ont lieu dans la même langue (articles 15, § 1er, alinéa 2, 38, § 1er, alinéa 2, et 43, § 4, alinéa 6).

Les articles IV.I.29*bis*, alinéa 1er, et IV.I.54*bis*, alinéa 1er, en projet, sont en contradiction avec les dispositions des lois coordonnées précitées, et ne peuvent, dès lors, avoir pour fondement juridique l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux pour prévoir un système de dispenses pour certaines épreuves lors d'une procédure de sélection qui est organisée dans un autre régime linguistique que celui de la précédente procédure de sélection. Par conséquent, ils doivent être omis.

Articles 7 et 9 à 14

Les articles 7 et 9 à 13 du projet prévoient qu'il n'est pas tenu compte des épreuves de sélection passées avant le 1er avril 2009 (pour l'application des dispenses de l'épreuve d'aptitudes cognitives) et avant le 1er janvier 2010 (pour l'application des dispenses de l'épreuve d'aptitude physique et médicale).

---

(2) Selon le cas, il s'agit des dispenses pour les épreuves prévues pour la sélection du personnel du cadre administratif et logistique à l'article IV.I.52, alinéa 2, c'est-à-dire : 1/ l'épreuve permettant d'évaluer les aptitudes cognitives nécessaires; 2/ l'épreuve de personnalité sur base de techniques de sélection adaptées à la fonction; 3/ lorsqu'elle est exigée pour l'emploi visé, l'épreuve d'aptitude physique et médicale; 4/ l'entretien de sélection, devant la commission de sélection concernée, qui évalue les compétences spécifiques des candidats à l'issue duquel est formulée une évaluation finale. Les compétences spécifiques sont précisées dans le profil de fonction.

L'article 14 dispose que "Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 2009, à l'exception de l'article 4, 3/ qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

Il est rappelé qu'en vertu d'un principe général de droit, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle. En l'absence d'une habilitation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Concernant les articles 7 et 9 à 14, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier que la rétroactivité prévue par le texte en projet répond à ces critères.

En outre, l'article 14 prévoit une exception pour l'article 4, 3/, du projet qui est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge. À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assesseur de la section de législation,
Monsieur	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur et Mme V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.060/2
VAN 28 APRIL 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het RPPol inzake de vrijstellingen van selectieproeven in het raam van de externe aanwerving voor de politiediensten", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit en het ontwerp van ministerieel besluit tot wijziging van het UBPol inzake de vrijstellingen van selectieproeven in het raam van de externe aanwerving voor de politiediensten waarover de Raad van State vandaag advies 48.061/2 heeft uitgebracht, leiden tot de wijziging of de tenuitvoerlegging van bepaalde leden van de artikelen IV.I.29 en IV.I.54 RPPol. In verband met diezelfde bepalingen is op 2 februari 2010 een adviesaanvraag ingediend over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van bijkomende vrijstellingen van de proef inzake de cognitieve vaardigheden in het raam van de externe aanwerving voor de politiediensten". De afdeling Wetgeving heeft op 1 maart 2010 over het laatstgenoemde ontwerp advies 47.803/2 uitgebracht. De voorliggende bepalingen omvatten de voorgenomen wijzigingen.

.../...

Onder voorbehoud van de goedkeuring van dat ontwerp worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikelen 2 en 5

Artikel 2 van het ontwerp strekt ertoe in het RPPol een nieuw artikel IV.I.29*bis* in te voegen, waarbij de vrijstellingen waarin artikel IV.I.29 voorziet [(1)] worden toegekend aan de "kandidaat die houder is van een bewijsschrift verleend ingevolge het taalexamen bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966" in het raam van een selectieprocedure die wordt georganiseerd hetzij in een ander taalregime dan dat van de vooraf afgelegde selectieprocedure (ontworpen artikel IV.I.29*bis*, eerste lid), hetzij in een andere taal dan de taal waarin het diploma is behaald (ontworpen artikel IV.I.29*bis*, tweede lid).

Ook artikel 5 van het ontwerp strekt ertoe in het RPPol een nieuw artikel IV.I.54*bis* in te voegen met het oog op de toekenning van de vrijstellingen waarin

(1) Naar gelang van het geval gaat het om vrijstellingen voor de proeven bedoeld voor de selectie van het personeel van het operationeel kader vermeld in artikel IV.I.15, eerste lid, namelijk: 1° de proef die toelaat de noodzakelijke cognitieve vaardigheden te beoordelen; 2° de persoonlijkheidsproef met aan het ambt aangepaste selectietechnieken; 3° de fysiek-medische geschiktheidsproef met onderzoek van beide componenten in relatie tot het ambt; 4/ het selectiegesprek met de betrokken selectiecommissie. De selectiecommissie meet de competenties die door de directeur van de directie van de rekrutering en van de selectie in het selectiereglement worden aangewezen uit een door de minister vastgestelde lijst.

artikel IV.I.54 voorziet [(2)] aan de houder van hetzelfde bewijsschrift, op soortgelijke voorwaarden (artikel IV.I.54*bis*, eerste en tweede lid).

Uit de artikelen 21, § 1, eerste lid, en 43, § 4, eerste lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, volgt dat de kandidaat het toelatingsexamen hetzij in het Nederlands, hetzij in het Frans dient af te leggen. Bovendien worden de toelatings- en bevorderingsexamens in dezelfde taal afgelegd (artikelen 15, § 1, tweede lid, 38, § 1, tweede lid, en 43, § 4, zesde lid).

De ontworpen artikelen IV.I.29*bis*, eerste lid, en IV.I.54*bis*, eerste lid, zijn in tegenspraak met de bepalingen van de voornoemde gecoördineerde wetten en de rechtsgrond ervan kan niet gevonden worden in artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, teneinde een regeling in te voeren van vrijstellingen voor bepaalde proeven tijdens een selectieprocedure die in een ander taalregime verloopt dan dat van de vorige selectieprocedure. Die bepalingen dienen bijgevolg te vervallen.

Artikelen 7 en 9 tot 14

In de artikelen 7 en 9 tot 13 van het ontwerp wordt bepaald dat geen rekening wordt gehouden met de selectieproeven afgelegd vóór 1 april 2009 (voor de toepassing van de vrijstellingen voor de proef inzake cognitieve vaardigheden) en vóór 1 januari 2010 (voor de toepassing van de vrijstellingen voor de proef inzake fysiek-medische geschiktheid).

---

(2) Naar gelang van het geval gaat het om vrijstellingen voor de proeven bedoeld voor de selectie van het personeel van het administratief en logistiek kader vermeld in artikel IV.I.52, tweede lid, namelijk: 1° de proef die toelaat de noodzakelijke cognitieve vaardigheden te beoordelen; 2/ de persoonlijkheidsproef met aan het ambt aangepaste selectietechnieken; 3/ indien dit vereist is voor de beoogde betrekking, de fysiek-medische geschiktheidsproef; 4/ het selectiegesprek met de betrokken selectiecommissie, die de specifieke competenties van de kandidaten evalueert, waarna een eindevaluatie wordt uitgebracht. De specifieke competenties worden nader toegelicht in het functieprofiel.

Artikel 14 luidt als volgt : "Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2009, met uitzondering van artikel 4, 3/, dat in werking treedt op de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Er wordt aan herinnerd dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Bij ontstentenis van een door de wet verleende machtiging, kan terugwerking slechts bij uitzondering worden aanvaard, inzonderheid wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een feitelijke toestand of een rechtstoestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

In verband met de artikelen 7 en 9 tot 14 moet de steller van het ontwerp in staat zijn om aan te tonen dat de terugwerking waarin de ontworpen tekst voorziet aan die criteria voldoet.

Voorts voorziet artikel 14 in een uitzondering voor artikel 4, 3/, van het ontwerp, welke bepaling in werking zou treden de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt. Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assessor van de afdeling Wetgeving,
de Heer	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur en Mevr. V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

G. DELANNAY Y. KREINS